

Communiqué de presse / prise de position du 2 décembre 2022

Non à la fermeture des hautes écoles en raison de la crise énergétique

La crise énergétique que nous vivons aujourd'hui et qui risque d'empirer cet hiver pourrait conduire nos autorités à prendre des décisions de restrictions dans le but de faire des économies d'énergie. Dans ce contexte, notre Union veut rappeler que les universités et les hautes écoles, ou toute autre infrastructure de formation, ne doivent subir de fermetures qu'en dernier recours.

Il s'est avéré pendant la crise sanitaire du COVID-19 que ces institutions ont été fermées à plusieurs reprises. Ces décisions ont eu des impacts très importants sur la communauté estudiantine, à la fois au niveau financier, qu'au niveau de leur santé. L'enquête de l'OFS, du 24 novembre 2022¹, au sujet de la situation financière et de la santé psychique des étudiant·e·s pendant l'année 2020 met en lumière ces problématiques. Le rapport révèle, d'abord, que les restrictions mises en place pour lutter contre la pandémie ont eu des impacts sur la situation financière des étudiant·e·s et plus particulièrement des groupes les plus précarisés d'entre elles et eux, tels que les étudiant·e·s de plus de 25 ans ou ceux issus de la migration. Mais le rapport est particulièrement alarmant en ce qui concerne la santé psychique des étudiant·e·s. En effet, celui-ci montre que 67% des étudiant·e·s ont souffert d'un ou plusieurs troubles psychiques durant cette période. Ce rapport expose bien la fragilisation d'une situation déjà précaire de notre communauté lorsque les universités et les hautes écoles en viennent à fermer leurs portes. Il faut éviter à tout prix que cela se reproduise.

En effet, bien que la situation de pénurie d'énergie que nous risquons de vivre cet hiver nécessitera l'effort solidaire de tous les échelons de notre société, il faudra prioriser certains secteurs nécessaires. Dans ce communiqué, nous voudrions particulièrement insister sur l'importance des institutions de formation dans ces pesées d'intérêts et vous rappeler qu'elles ne doivent subir de fermeture qu'en dernier recours.

C'est pour toutes ces raisons que, tout en étant parfaitement conscient·e·s des enjeux et défis de cette future crise, nous adressons aux gouvernements cantonaux et à la Confédération, les revendications suivantes :

- Le respect des besoins des étudiant·e·s et la priorisation de leur bien-être, sans que cela ne soit entravé par aucun compromis, ni aucune considération de nature économique
- La considération des universités et des hautes écoles comme institutions nécessaires et essentielles avec tout ce que cela implique, entre autres le maintien des cours en présentiel et le maintien d'un accès physique à l'ensemble des infrastructures universitaires.

¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.gnpdetail.2022-0040.html>

Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire :

- Maxime Barthassat, Co-Président (f/d/i), [maxime.barthassat\[at\]vss-unes.ch](mailto:maxime.barthassat[at]vss-unes.ch)
078 722 73 64,
- Léa Pacozzi, Membre du comité (f/i), [lea.pacozzi\[at\]vss-unes.ch](mailto:lea.pacozzi[at]vss-unes.ch), +41 78 940 22 73
- Luzian Franzini, Co-Sécretaire Général (f/d) [sg-gs\[at\]vss-unes.ch](mailto:sg-gs[at]vss-unes.ch), 079 781 77 36